



CHAPITRE 24

Loi constituant la Société québécoise de développement des industries culturelles

[Sanctionnée le 22 décembre 1978]

SA MAJESTE, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Constitu-
tion.

1. Une compagnie à fonds social, ci-après appelée «la Société», est constituée sous le nom de «Société québécoise de développement des industries culturelles».

Siège
social.

2. La Société a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Séances.

La Société peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

Manda-
taire du
gouverne-
ment.
Domaine
public.

3. La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Les biens de la Société font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Respon-
sabilité.

La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

Objets.

4. La Société a pour objets:

a) de favoriser la création et le développement des entreprises culturelles québécoises dans les domaines du livre, du périodique, du disque, du spectacle, de la magnétoscopie, de l'audio-visuel, des arts visuels, du design, des métiers d'art et dans tout autre domaine déterminé par règlement du gouvernement;

b) de contribuer à accroître la qualité, l'authenticité et la compétitivité des produits de ces entreprises, et d'en assurer la diffusion.

Entrée en
vigueur.

Tout projet de règlement visé dans le paragraphe a du premier alinéa est publié à la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration d'au moins soixante jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au gouvernement.

Entrée
en vigueur.

Le règlement visé dans le paragraphe a du premier alinéa entre en vigueur le jour de la publication à la *Gazette officielle du Québec* soit d'un avis signalant qu'il a reçu l'approbation du gouvernement, soit, en cas de modification par ce dernier, du texte définitif.

SECTION II

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conseil
d'adminis-
tration.

5. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de neuf membres dont un président et un vice-président. Au plus deux des sept autres membres sont choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou de l'un de ses organismes; les autres membres sont choisis après consultation du milieu des industries culturelles.

Adminis-
trateurs.

Les membres du conseil d'administration sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi des compagnies (Statuts réfundus, 1964, chapitre 271).

Qualités
requisées.

Les membres du conseil d'administration doivent être domiciliés au Québec, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

Mandat.

6. Les membres du conseil d'administration sont nommés par le gouvernement pour une période qui ne peut excéder six ans.

Mandat.

Toutefois, à l'exception du président, quatre des premiers membres sont nommés pour trois ans.

Fonctions
continué.

7. À l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Président-
directeur
général.

8. Le président du conseil d'administration est aussi président-directeur général de la Société.

Respon-
sabilité.

Il doit veiller à l'exécution des décisions du conseil d'administration et il est responsable de la direction de la Société dans le cadre de ses règlements de régie interne.

Vice-président.

9. En cas d'incapacité d'agir, le président-directeur général, est remplacé, pendant que dure son incapacité, par le vice-président.

Services exclusifs.

10. Le président-directeur général et le vice-président exercent leurs fonctions à plein temps.

Traitement, etc.

11. Le gouvernement fixe le traitement et, s'il y a lieu, les honoraires, les allocations ou le traitement additionnel du président-directeur général, du vice-président et des autres membres du conseil d'administration, de même que les indemnités auxquelles ils ont droit. Le traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.

Quorum.

12. Le quorum de la Société est de cinq membres, dont le président ou le vice-président.

Authenticité des procès-verbaux.

13. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par lui et certifiés conformes par le président ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de la Société, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de la Société ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

Conflit d'intérêt.

14. Aucun membre du conseil d'administration exerçant ses fonctions à plein temps ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou s'en déparaisse avec toute la diligence possible.

Révélation d'intérêt.

Tout autre membre du conseil d'administration ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Divulga-tion des intérêts.

15. Un membre du conseil d'administration doit, lors de son entrée en fonction et annuellement par la suite, communiquer au ministre des affaires culturelles et au conseil d'administration une liste des intérêts que lui ou son conjoint détient dans toute entreprise culturelle, avec un relevé des opérations ayant modifié cette liste au cours de l'année.

Assujettis-sement.

Tout employé de la Société est assujetti au présent article dans les cas prévus par règlement de la Société.

Renseignements confidentiels. Les renseignements fournis en vertu du présent article sont confidentiels et il est interdit de les communiquer ou de permettre qu'ils soient communiqués à une personne qui n'y a pas légalement droit.

Nomination, etc., du personnel. **16.** Le secrétaire ainsi que les autres employés de la Société sont nommés et rémunérés d'après les normes et barèmes établis par règlement de la Société.

SECTION III

FINANCEMENT

Fonds social. **17.** Le fonds social autorisé de la Société est de \$10 000 000.

Actions. Il est divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Domaine public. **18.** Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des finances.

Paiement par ministre des finances. **19.** Le ministre des finances est autorisé à payer à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, une somme de \$10 000 000 pour 100 000 actions entièrement acquittées de son capital social, pour lesquelles la Société lui remettra des certificats.

Versements. Ce paiement peut être fait en un ou plusieurs versements.

SECTION IV

POUVOIRS SPÉCIAUX ET CONDITIONS D'EXERCICE

Autorisation du gouvernement. **20.** La Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement:

a) acquérir des actions ou des biens d'entreprises poursuivant les mêmes fins ou des fins similaires;

b) contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées au-delà d'un montant déterminé par le gouvernement;

c) acquérir des immeubles ou en disposer;

d) prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

e) adopter des règlements concernant l'exercice de ses pouvoirs et sa régie interne.

Dépôt de l'arrêté.

Dans le cas d'une acquisition d'actions ou de biens visée dans le paragraphe *a* du premier alinéa, l'arrêté du gouvernement doit être déposé sans délai à l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

Subventions interdites.

21. La Société ne peut accorder de subventions. Toutefois, elle peut consentir, dans les cas déterminés par règlement du gouvernement, des prêts à un taux d'intérêt plus bas que le taux ayant cours sur le marché.

Dividendes.

22. Les dividendes payés par la Société sont fixés par le gouvernement et non par les administrateurs.

Accords.

23. Le gouvernement peut, conformément à la loi, autoriser la Société à conclure des accords avec tout gouvernement, ministère ou organisme ainsi qu'avec toute personne, association ou société dans le but de favoriser les objectifs de la présente loi.

Directives.

24. Le ministre des affaires culturelles peut, dans le cadre des responsabilités et pouvoirs qui lui sont confiés et des ententes auxquelles il est partie, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.

Approbation.

Ces directives doivent être soumises au gouvernement pour approbation. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la Société qui est tenue de s'y conformer.

Dépôt.

Une directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale, dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si la directive est émise alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, la directive doit être déposée devant elle dans les quinze jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou la reprise des travaux, selon le cas.

SECTION V

COMPTES ET RAPPORTS

Exercice financier.

25. L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport.

26. La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre des affaires culturelles un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent.

Renseignements.

Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre des affaires culturelles peut prescrire.

Dépôt. Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose devant elle dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou la reprise des travaux, selon le cas.

Renseignements. **27.** La Société doit fournir au ministre des affaires culturelles tout renseignement qu'il requiert sur ses activités et lui transmettre les avis de convocation et les procès-verbaux des séances du conseil d'administration.

Vérification. **28.** Les livres et comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général une fois l'an et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement.

Plan de développement. **29.** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement et celui de ses filiales.

Contenu. Le gouvernement détermine la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.

SECTION VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Dispositions non applicables. **30.** Les articles 155 à 158 de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271) ne s'appliquent pas à la Société.

1973, c. 12 a. 2, mod. **31.** L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, l'article 1 du chapitre 21 et l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977 et par l'article 105 du chapitre 7, l'article 31 du chapitre 38 et l'article 25 du chapitre 18 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 13° du premier alinéa, du suivant:

«14° aux employés de la Société québécoise de développement des industries culturelles.»

1975, c. 15, remp. **32.** La présente loi remplace la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et librairies et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1975, chapitre 15), à l'exception des articles 28, 29, 30 et 31.

Application continuée. Toutefois, ladite loi continue de s'appliquer comme si elle n'avait pas été remplacée, à l'égard des garanties accordées

sous son autorité et des demandes de garantie présentées à la Société de développement industriel avant le 22 décembre 1978.

Ministre
responsa-
ble.

33. Le ministre des affaires culturelles est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

34. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.